



FORUM CITOYEN 2020

27 - 30 novembre 2020

DECLARATION FINALE

Nous, participants au Forum Citoyen 2020, après avoir examiné les causes et les conséquences de la gouvernance catastrophique du régime MPS au pouvoir depuis 30 ans, tant sur le plan économique, social, politique, que de la gestion de l'Armée qui est sciemment, méthodiquement déstructurée et réduite à néant :

1. Affirmons notre opposition totale à ce régime dont la politique se fonde sur l'arbitraire, l'injustice, la corruption, la confiscation du pouvoir et la privation des libertés individuelles et collectives ;
2. Proclamons solennellement notre droit et notre devoir de résister et de désobéir à tout individu ou groupe d'individus, à tout corps d'État qui prendrait le pouvoir par la force ou l'exercerait en violation de la Constitution de 1996 ;
3. Exigeons l'organisation d'un dialogue inclusif sous les bons offices de la communauté internationale afin de mettre fin à la crise politique actuelle ;
4. Déplorons l'absence de volonté politique du Gouvernement à solutionner les conflits agriculteurs-éleveurs ainsi que les affrontements intercommunautaires et la mollesse de sa réaction face aux développements nouveaux de ces phénomènes dans la zone de la Kabbia ;
5. Constatons que le Régime et ses affidés, au lieu de faire le constat patent de leur échec dans la mauvaise gouvernance générale, se sont lancés dans un exercice dangereux de conservation du pouvoir en consacrant des modifications constitutionnelles récurrentes par des procédures illégitimes ;
6. Sollicitons un engagement plus ferme des institutions internationales et des Autorités des pays partenaires du Tchad à promouvoir la bonne gouvernance et la justice sociale au Tchad ;
7. Affirmons notre solidarité à nos frères soldats qui souffrent sur les fronts de guerre dans des conditions inacceptables et rémunération conséquente et notre engagement à procéder à la réforme profonde de cette institution qui doit être un creuset national, dotée de moyens modernes conséquents.

Par ailleurs nous proclamons :

1. Notre ferme refus d'un avenir hypothéqué par un pouvoir oppresseur, prédateur et qui tente par tous les moyens à imposer une succession dynastique au pouvoir ;
2. Notre opposition à toute force intérieure ou extérieure qui tenterait de soutenir ce régime par tous les moyens et à imposer une nouvelle Autorité ou à prolonger le régime actuel contre la volonté du peuple ;
3. Notre engagement à unir nos forces afin de mettre fin à ce pouvoir avilissant et d'engager le pays sur les voies d'une refondation de notre République ;
4. Notre désir de vivre ensemble, en tant que nation et peuples, en paix avec toutes les communautés nationales et avec les peuples et pays partenaires ;
5. Que seul un dialogue national inclusif est à même de permettre de déboucher sur les conditions de transmission démocratique du pouvoir et gage d'une paix durable et d'un développement inclusif. A ce titre, les forces vives de la nation prennent à témoin la communauté internationale sur les risques que constitue une explosion sociale si un tel dialogue national inclusif n'est pas organisé au mois de décembre 2020 ;
6. La résistance nationale par tous les moyens comme nous l'autorise la Constitution de la République du Tchad, si un tel dialogue national inclusif sous des auspices internationaux n'est pas organisé dans ces délais.

Principes :

Pour y parvenir, nous exprimons notre conviction commune que :

Principe 1 : de la modification de la constitution lancée par le régime

Exprimons notre opposition à toute modification constitutionnelle visant à prolonger l'exclusion, la restriction des libertés et à instaurer une monarchie constitutionnelle par le truchement de la création d'un poste de vice-présidence nommé.

Principe 2 : de la participation aux prochaines échéances électorales

Toute participation à des échéances électorales est vaine dans les conditions des lois électorales et de l'architecture institutionnelle actuelle. Les conditions pour des

élections transparentes, sincères, inclusives, équitables doivent sans délai être discuté au cours du dialogue national inclusif qui doit se tenir dans un délai d'un mois.

Principe 3 : *de l'unité des forces vives*

Nous reconnaissons que l'unité d'actions dans le cadre d'une vision et d'une feuille de route communes est indispensable pour instaurer un rapport de force avec le régime. Aussi, nous, différentes composantes de la société tchadienne (opposition démocratique, syndicats, association de défense des droits de l'homme, etc.) nous engageons-nous à mettre en place une feuille de route commune dans le but d'imposer ce dialogue national inclusif dans un délai d'un mois.

Nous nous engageons à développer dans ce cadre des mécanismes de solidarité face aux actes d'oppression de toute nature de la part du Régime et encourageons la diaspora à poursuivre ses actions collectives en faveur des forces vives de la nation.

Nous nous engageons à mettre en place un fonds de solidarité et de développement de la citoyenneté en faveur de toutes les victimes de ce régime actuel, dans le cadre d'un Tchad Nouveau.

Principe 4 : *du respect des règles d'éthique et d'engagement citoyen*

Nous, leaders politiques et de la société civile travaillerons à renforcer notre démarche d'unité en nous engageant à respecter des règles éthiques et la discipline nécessaires à la résistance nationale.

Principe 5 : *des crimes économiques*

Nous mettrons sur pied un comité citoyen pour l'ouverture d'une enquête sur les biens mal acquis au Tchad et dans le monde. Les blanchiments massifs dont est victime le Tchad constituent de graves crimes économiques qui privent le pays de ressources précieuses pour faire face aux défis de développement économique et social.

Principe 6 : *des crimes politiques*

Nous nous engageons à saisir la Cour Pénale Internationale pour tous les crimes et répressions commis depuis 1990. Nous mobiliserons à ce titre toutes les ressources nationales et internationales à cet effet afin que justice soit rendue.

Principe 7 : *des affrontements intercommunautaires en cours*

Nous en appelons à la communauté internationale afin qu'une enquête internationale soit rapidement diligentée sur les affrontements entre paysans et éleveurs d'un genre

nouveau au Tchad et qui ressemblent aux modes opératoires des conflits intercommunautaires observés dans les autres pays sahéliens. Nous craignons que ces affrontements soient les prémices d'un conflit endémique et appelons à la mise en œuvre diligente des actions énergiques appropriées. A cet effet, nous, leaders politiques et de la société civile nous conduirons dans les jours à venir une visite dans les régions victimes de ces crimes afin de leur apporter notre solidarité collective.

Principe 8 : *de l'inclusion de l'ensemble des compétences et talents dans la lutte citoyenne.*

Nous engagerons des actions appropriées afin de mobiliser toutes les compétences et talents tchadiens dans tous les domaines et disciplines évoluant à l'extérieur du pays afin de contribuer à l'effort de changement pour un Tchad Nouveau.

Principe 9 : *de l'instauration d'un dialogue transparent et inclusif entre les acteurs du changement.*

Nous retenons le principe de l'organisation régulière d'un dialogue regroupant tous les Tchadiens dans la droite ligne des initiatives passées et présentes, que cela soit fait au Tchad, en virtuel ou à l'extérieur, afin de poursuivre le dialogue engagé dans un esprit de recherche de consensus et d'aboutir à une alternance politique à la tête de notre pays.

Adoptons la présente déclaration.

Fait le 30 novembre 2020

Le Forum Citoyen 2020